

Thierno Bocar Kane

**LE SENEGAL SOUS LE QUATRIEME MESSIE
LE REPUBLICAIN**

Autoédition

En Coédition avec:



Nouvelles Editions Numériques Africaines (NENA)

Sacré Cœur 3, 4ème Phase, Rue 41, villa n°9653, Dakar, Sénégal

BP 25231 Dakar Fann, Dakar, Sénégal

Division commerciale de Senervert,

SARL au capital de 1 300 000 FCFA

RC : SN DKR 2008 B878. NINEA 28450322V2

www.nena-sen.com / infos@nena-sen.com / www.librairienumeriqueafricaine.com

Date de publication: 2015

Collection: Littérature d'Afrique

ISBN 978-2-37015-305-0

© 2015 Nouvelles Editions Numériques Africaines (NENA)



MR Macky Sall, quatrième Président de la République du Sénégal

Préliminaire

Résumé

Le 25 mars 2012, Macky Sall remportait le second tour de l'élection présidentielle au Sénégal. C'est la deuxième alternance sénégalaise avec le quatrième président du pays de la téranga. Le destin du Sénégal est entre les mains de ce nouveau locataire du palais de la république qui passe d'abord à la politique de redressement avec la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption et la restauration des valeurs républicaines. Il se met ensuite à l'action pour les initiatives du programme "yoonuyokkuté" le chemin du véritable développement qui aboutit finalement et corollairement à la réalisation des projets avec " plan Sénégal émergent". Président Sall qui a hérité une situation économique très difficile du pays, réalise passionnément les projets et commence à répondre positivement les aspirations des sénégalais avec les équipes des trois premiers ministres de son magistère notamment Abdoul Mbaye, Aminata Touré et Mouhamed Dionne.

Auteur

Thierno Bocar Kane, est un écrivain sénégalais et professeur de français langue étrangère au Maroc. Enseignant sénégalais, Thierno est un examinateur et correcteur de DELF et DALF . Cet enfant du fouta est passionné par la culture, la littérature et l'éducation. Il est aussi auteur des livres:" l'orthographe pour les niveaux A, B et C" et "l'aventure des clandestins.

Dédicace

A madame Marieme Faye Sall

« C'est grâce à l'éducation que la fille d'un paysan peut devenir médecin, que le fils d'un mineur peut devenir chef des mines, que l'enfant de travailleurs agricoles peut devenir Président d'une grande nation. »

Nelson Mandela

*

Après quatre années, de combat charnier pour les valeurs républicaines, l'homme du 25 Mars 2012, prit le pouvoir. Il hérita un pays endetté de 3041 milliards, un Sénégal de crise scolaire, de chômage chronique, et de corruption hémorragique.

Il promettait apporter des solutions aux problèmes de l'électricité, de l'agriculture, de la crise scolaire, et, du chômage.

La baisse de l'impôt sur les salaires, la bourse de sécurité familiale avec 50 000 foyers ; la couverture maladie ; les inondations ; le cout élevé des loyers ; la bonne gouvernance ; l'office national anti-corruption; la cour des comptes reformée ; étaient, entre autres, parmi les priorités, du quatrième Président de la république du Sénégal.

Le nouveau locataire du palais de la république comptait sur l'importance de la réduction effective du train de vie de l'État, en vue de réaliser des économies permettant de répondre aux besoins essentiels des populations. Il appliquait la réduction des prix des denrées de première nécessité, et appelait à la contribution significative des commerçants mais aussi de tous les acteurs qui veillent à l'application effective des nouveaux prix sur l'ensemble du territoire.

Le Président Sall savait, qu'au-delà de ces premières mesures, les Sénégalais attendent des réformes en profondeur qui réduisent de manière drastique les dépenses de fonctionnement de l'État.

C'est pour cela, le Président de la République décidait de procéder à une rationalisation du nombre et de la taille des structures chargées du pilotage et de la mise en œuvre des missions dévolues aux entités administratives de la Présidence de la République et du Gouvernement.

Le chef de l'Etat disait que cette option, irréversible, s'était déjà traduite par la limitation à 25 du nombre de départements ministériels au lieu de 45 auparavant. Selon lui qu'il s'agissait, avec détermination, d'éliminer les risques de double emploi, de confusion des rôles et des compétences entre des structures d'un même département ou entre deux ou plusieurs ministères et de supprimer les structures inopérantes, sans grande utilité pour le fonctionnement de l'État.

Le Président Sall savait que cette volonté de rationalisation des structures administratives et de réduction du train de vie de l'État l'amène, d'ores et déjà, à prendre la décision de supprimer 45 directions et agences et que les économies budgétaires ainsi réalisées seraient réorientées vers la satisfaction de la demande sociale.

Dans cet effort de réorganisation des services publics, le chef de l'État insistait sur la nécessité de mettre en œuvre le principe de subsidiarité pour que chaque opération du Gouvernement puisse être menée par la structure la plus efficiente dans l'utilisation des ressources. Sur ce même registre de l'efficacité, le président de la République engageait le Gouvernement à améliorer la communication entre les différents services pour accroître la complémentarité de leurs actions au bénéfice des populations.

Le président encourageait et accompagnait le Directoire des Assises nationales, sous la conduite du président Amadou Mahtar MBOW à qui il avait rendu hommage pour son abnégation et sa contribution déterminante dans l'effort collectif d'approfondissement de la démocratie au Sénégal. Il disait qu'une commission serait mise en place pour proposer des mesures d'amélioration de la gouvernance en matière institutionnelle, politique et économique.

Il constatait que les partenaires au développement et les investisseurs internationaux commençaient à montrer des signes d'une confiance accrue en notre pays ; il voulait maintenir et renforcer la nouvelle démarche par une bonne gouvernance des affaires publiques.

Pour la gestion des ordures ménagères, son équipe avait accordé une attention particulière à leur gestion et à celles des autres déchets solides et des eaux usées, pour amoindrir les risques d'exposition des populations à la maladie. Le premier ministre demandait aux services de l'État et à collectivités locales concernées d'initier des « opérations coup de poing » pour un nettoyage des quartiers et des espaces publics avant les premières pluies, en plus des opérations quotidiennes de collecte.

Pour la question des maladies liées à l'hivernage et notamment du paludisme. Elle avait pris toutes les mesures nécessaires, au niveau des districts sanitaires de l'ensemble du pays, pour une bonne sensibilisation des populations, à travers les médias et les relais communautaires, en vue du renforcement des dispositifs de prévention et de prise en charge des malades, en particulier les cibles les plus vulnérables que constituent les femmes enceintes, les enfants et les personnes âgées.